

**ROYAUME DU MAROC**

\*\*\*

***Discours de Monsieur Mohamed ELYAZGHI, Ministre de  
l'Amenagement du territoire, de l'habitat, de l'Urbanisme et de  
l'Environnement***

A

***la Quatrieme Conference des Parties a la Convention Cadre des  
Nations Unies sur les Changements Climatiques***

***Buenos Aires, 2-13 novembre 1998***

**Madame la Presidente de la Quatrieme Conference des Parties,  
Honorables Ministres, Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames et Messieurs;**

Tout d'abord, j'aimerais vous exprimer tout l'honneur et le plaisir que me procure le fait d'être parmi vous aujourd'hui pour prendre part au Segment Ministeriel de la Quatrieme Conference des Parties; le premier a se tenir après le Sommet historique de Kyoto, où, pour la première fois depuis le Sommet de Rio, les pays developpes ont pris des engagements fermes et quantifiés pour réduire leurs émissions des gaz à effet de serre.

Au nom du Royaume du MAROC et en mon nom personnel, je voudrai remercier le Gouvernement de l'Argentine pour l'excellente organisation de cette Conference et pour l'accueil chaleureux dont nous avons beneficie dans cette belle ville de Buenos Aires. Je profite egalement de cette occasion pour feliciter Madame ALSOGARAY pour son election a la presidence de cette Quatrieme Conference des Parties.

**Mesdames et Messieurs,**

Eu egard a la responsabilite historique des pays developpes vis a vis du phenomene planetaire des changements climatiques, il est certain que cette responsabilite n'est pas du tout commune, mais differenciee. A notre sens, ces pays , devraient être les premiers à réaliser des efforts en matiere de limitation des emissions et d'attenuation des effets nefastes sur les pays vulnérables.

Les evaluations recentes des Communications nationales des pays de l'Annexe I ont fait ressortir que ces derniers, pour la plupart, ont enregistre une augmentation de leurs emissions de gaz a effet de serre par rapport aux niveau de 1990. Ce faisant, je tiens a vous exprimer la profonde inquietude de mon pays vis a vis du laxisme demontre a l'egard de cette problematique qui menace un grand nombre de pays de part le monde dont le MAROC.

En effet, avec sa façade maritime de 3 500 km et l'étendue de ses zones subdésertiques et désertiques dans le sud, notre pays sera parmi les zones les plus sensibles aux éventuelles consequences du changement climatique, ce qui pourrait entraver son développement. Cela a d'ailleurs été clairement décrit dans le dernier Rapport Spécial du GIEC sur "l'Impact Régional des Changements Climatiques" qui place l'Afrique parmi les zones les plus vulnérables de la planète.

Dans ces phénomènes, les changements de température nous paraissent moins déterminants que la diminution des précipitations , qui serait susceptible d'accentuer le stress hydrique qui sevit dans notre pays depuis plusieurs annees.

Une étude récente menée au Maroc sur la vulnérabilité de nos ressources en eau a montré que certains de nos grands bassins hydrauliques pourront connaître une baisse dans les apports en eau pouvant atteindre les 20 % due à la diminution des précipitations et à l'augmentaion de l'évapotranspiration. Sachant que l'agriculture

représente 14 % de notre PIB et 30 % de nos exportations, il va sans dire que les éventuels impacts du réchauffement seront de nature à engendrer un déséquilibre socio-économique considérable.

**Mesdames et Messieurs,**

Par sa ratification de la Convention Cadre sur les Changements Climatiques en 1995, le Maroc entendait d'une part, confirmer sa participation à l'action de la communauté internationale visant à faire face aux éventuels perturbations du système climatique; et d'autre part, renforcer ses capacités d'adaptation à ces impacts en tant que pays particulièrement vulnérable.

Actuellement, il est indéniable qu'avec l'engagement des pays du Sud dans la voie du développement durable depuis le Sommet de Rio, un pays comme le notre met en place toutes les politiques et mesures économiquement acceptables pour limiter ses émissions de gaz à effet de serre, à travers des actions concrètes telles que la maîtrise de l'énergie et la gestion rationnelle des forêts. D'ailleurs, nos émissions annuelles des gaz à effet de serre ne dépassent pas 1,3 tonnes de CO<sub>2</sub> par habitant. Néanmoins, malgré la contribution insignifiante de notre pays aux émissions mondiales globales, nous n'avons jamais manqué à notre devoir envers la protection de l'environnement mondial.

**Mesdames et Messieurs,**

Le développement durable n'est pas pour nous un slogan ou un concept écologique théorique. Étant donné l'énorme retard de notre pays, notre croissance économique est une nécessité, une question de vie ou de mort.

Notre pays, à l'instar des autres pays en développement, verra inéluctablement ses émissions des gaz à effet de serre globales augmenter durant les années à venir.

Cette augmentation des émissions est inhérente au développement soutenu que le gouvernement d'alternance tente d'activer pour améliorer le cadre de vie de notre peuple et répondre à ses besoins en matière de renforcement des infrastructures de base, de sécurité alimentaire, de formation et d'éducation.

Certes, il est tout à fait envisageable qu'une fraction de nos émissions soit évitable par un transfert adéquat de technologies innovatrices, de savoir faire et de ressources financières de la part des Parties de l'Annexe I. Cependant, force est de constater que même si le texte de la Convention est clair concernant les engagements de Parties de l'Annexe I, ces transferts tardent à venir dans certains pays en développement, en particulier les pays Africains.

A ce propos, notre Délegation voudrait dénoncer les inégalités injustifiées en matière de répartition des financements dans le cadre de la Phase Pilote des Activités Exécutées Conjointement, et compte sur le Mécanisme de Développement propre pour rétablir les équilibres géographiques en matière de distribution des ressources dévolues à la lutte contre les effets néfastes des Changements Climatiques et au renforcement des capacités d'adaptation.

A Kyoto, nos Etats ont conclu un accord sur un cadre d'engagements quantitatifs concrets, juridiquement et politiquement motivés.

Ce Protocole a été innovateur, dans le sens où il a mis en place de nouveaux mécanismes de coopération internationale, susceptibles d'encourager les Parties de l'Annexe I à s'acquitter de leurs engagements à des coûts économiquement avantageux. Néanmoins, l'existence de ces mécanismes ne doit en aucun cas, dispenser ces mêmes pays de la nécessité d'entreprendre des actions domestiques, qui, à notre sens, doivent constituer la principale voie de limitation des émissions.

Il nous appartient à Buenos Aires de déterminer les règles concrètes et les mécanismes pour atteindre les objectifs fixes, notamment, les réductions substantielles d'émissions. En outre, la mise en place de sanctions économiques nous semble être le meilleur moyen de dissuasion à l'égard des Parties qui tardent à mettre à exécution leurs engagements à des limitations quantifiées des émissions.

### **Mesdames et Messieurs,**

Notre crainte à l'égard du retard de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto se justifie par les deux conséquences potentielles suivantes :

- D'une part, les impacts négatifs du réchauffement planétaire auront des repercussions directes sur l'environnement, et notamment sur la biodiversité et sur la desertification. Notre pays jouit d'une richesse faunistique et floristique considérable, et renferme plusieurs espèces endémiques, dont une grande partie est rare ou en voie de disparition.

L'impact prévu du Réchauffement Climatique sera de nature à aggraver cette situation, notamment pour les espèces endémiques qui représentent un patrimoine pour l'humanité toute entière, avec tout ce que cela peut avoir comme conséquences dans le domaine scientifique, médical et économique;

- D'autre part, les problèmes socio-économiques qui vont seoir dans les pays en développement les plus menacés par le réchauffement climatique, notamment l'insécurité alimentaire, le chômage et les problèmes de santé seront difficiles à contrer par ces pays de par leur ampleur. Cela sera sans doute de nature à réactiver les flux de migration des pays du sud vers les pays du nord, et aura, inéluctablement des repercussions politiques et socio-économiques sur ces derniers ce qui engendrera un chaos planétaire auquel aucune force au monde ne pourra faire face.

Aujourd'hui, l'heure est venue pour que chaque nation prenne ses responsabilités et repare les dégâts causés à l'environnement mondial avant d'atteindre l'irréversible.

Je souhaite plein succès aux travaux de notre Conférence, et vous remercie de votre attention.